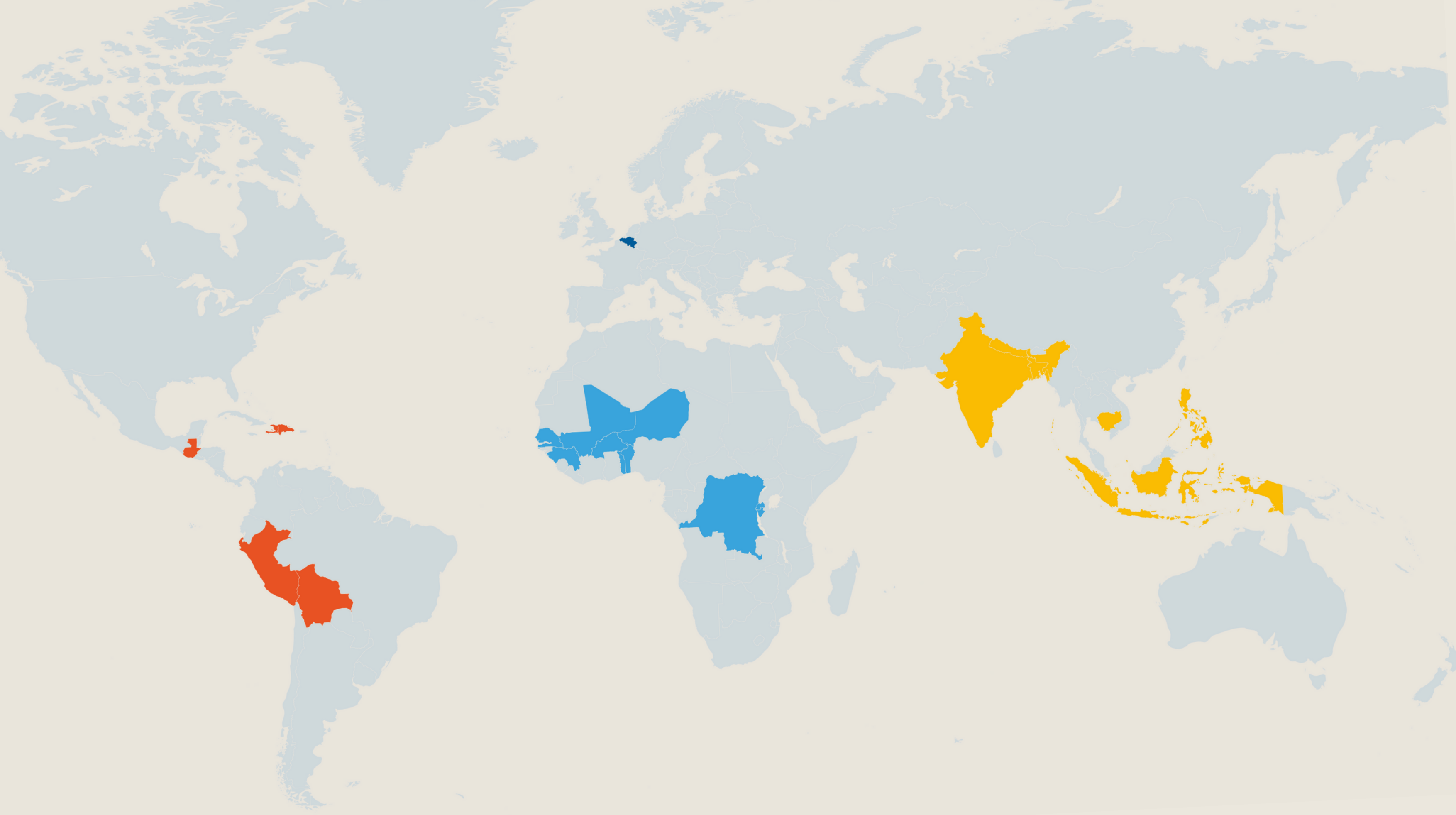


LE RÉSEAU INSP!R SE PRÉSENTE

Rapport du webinar de lancement du réseau - 3 février 2022



Ensemble, pour le droit à la protection sociale pour tou·te·s !



Le 3 février 2022, 300 personnes issues de quatre continents se sont retrouvées virtuellement pour célébrer le lancement officiel d'INSP!R, le réseau international pour le droit à la protection sociale. Les participant·es, issu·es d'horizons variés (coopération internationale, mouvements sociaux, instances politiques continentales, syndicats et mutuelles, etc.) ont pu découvrir et débattre pendant ce séminaire sur la vision et les objectifs partagés par la centaine de membres de ce réseau : lutter ensemble pour que la protection sociale universelle pour tou·te·s devienne une réalité tout en mettant en avant le rôle clé de la société civile dans cette mission.

Bart Verstraeten, directeur général de WSM, a réaffirmé cet objectif en ouverture de la session : « Nous formons une communauté humaine unique qui se distingue par sa diversité, sa créativité et sa capacité à transformer le monde. Nous sommes une humanité au sein de laquelle tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Cependant, avec 71% de la population mondiale ne bénéficiant d'aucune protection sociale ou d'une protection inadéquate, nous savons que nous avons encore du pain sur la

planche. Nous nous donnons comme mission de restaurer la dignité de tou·s·tes ».

Dans un premier temps, les intervenant·es ont fait plonger les participant·es aux racines de ce réseau composé de près d'une centaine de mouvements sociaux ancrés dans leurs communautés, sur les quatre continents, où ils·elles s'organisent et travaillent pour lutter, entre autres choses, contre l'informalité. Des organisations comme Gregoria Apaza (Bolivie), Mufede (Mutualité Femmes et développement du

Burkina Faso), ou le réseau national INSP!R du Rwanda « ZAMUKA » ont pu partager leurs stratégies innovantes mises en place au niveau local qui permettent à des travailleur·euse·s de sortir de la précarité. Membre du réseau depuis 2014, **Lydie Dab** a exposé les impacts positifs des missions de Mufede qui consistent à fournir des services (non-)financiers adaptés aux besoins d'activités économiques de petite et moyenne échelle auprès des femmes (principalement), des hommes et des jeunes. Avec INSP!R, Mufede a

participé à des actions de plaidoyer pour la prise en compte des Systèmes Financiers Décentralisés auprès du ministère de l'économie et des Finances qui lui a permis de bénéficier d'un fonds pour le financement de ses membres impactés par COVID-19. **Séraphine Basore**, membre du réseau national INSP!R ZAMUKA du Rwanda, a fait état de ses stratégies d'actions et d'élaboration d'argumentaire de plaidoyer touchant aussi bien les jeunes que les personnes âgées, les droits du sociaux et le développement socio-

économique. Des résultats ont été atteints, telle que l'adoption de la Politique Nationale pour les personnes âgées en mai 2021. **Carla Gutierrez** (Gregoria Apaza), une association de femmes bolivienne, a retracé comment, avec le réseau INSP!R, ils-elles renforcent les connaissances, les capacités et les compétences techniques dans le but d'améliorer la capacité de production et le développement personnel des femmes entrepreneures, dans une perspective de renforcement de leurs droits.

« On ne demande pas la charité mais le respect des droits humains fondamentaux. »

Mamadou Diallo

Ces expériences démontrent que l'accès à une protection sociale est essentiel afin de s'extraire de la pauvreté. INSP!R ancre ses discours dans la réalité complexe des différents pays où il est présent. « Nous

sommes crédibles car nous parlons de ce que nous vivons », explique **Mamadou Diallo** (Confédération Syndicale Internationale). « Notre demande pour plus de protection sociale s'ancre dans des besoins mais surtout des droits (humains) rencontrés par les populations/bénéficiaires... On ne demande pas la charité mais le respect des droits humains fondamentaux. il est temps de le comprendre. et INSP!R est là pour le rappeler aussi ». Et de conclure en soulignant que « la Protection sociale est un investissement, et financièrement abordable ! Il faut pousser nos responsables politiques à mobiliser des ressources ».

Koen Detavernier, chargé de plaidoyer et expert sur la protection sociale chez WSM, a présenté la protection sociale comme levier pour le développement durable. C'est également un outil garantissant la réduction des inégalités et une transition juste et inclusive. Mais elle ne peut se faire sans une

véritable volonté politique, qui passe par la mise en application de politiques nationales ambitieuses et intégrées, ainsi que l'élaboration de financements qui mettent en place des systèmes de protection pérennes afin de faire face aux insécurités à venir dans l'ère post-covid-19. La professeure **Rachel Sabates-Wheeler** (Institute for Development Studies) a conclu que l'approche transformative de la protection sociale est plus que jamais d'actualité et doit prendre en compte l'épanouissement de chacun.e : « la protection sociale n'est pas de l'ordre de la survie, mais de l'épanouissement des personnes. Elle ne protège pas seulement la vie des gens: elle est un levier prospère pour les ménages, et les membres d'une société dans une économie qui offre des opportunités et respecte la dignité. »

Des expériences de plaidoyer politique continentales couronnées de succès ont

également été partagées avec enthousiasme par les représentant·es d'INSP!R en Afrique de l'Ouest, en Europe et en Asie. Ainsi, l'UTM Mali (l'Union Technique de la Mutualité) a abordé les avancées au sein de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) en termes de reconnaissance des mutuelles de santé comme acteurs sociaux essentiels dans la région. l'UTM est ainsi devenu un véritable interlocuteur pour les autorités maliennes en matière de politique de santé par sa capacité à analyser les facteurs permettant d'atteindre l'accès universel aux soins de santé au Mali. En Asie, la santé et la sécurité au travail devient un enjeu majeur. INSP!R Asie a notamment raconté ses actions de mobilisation et de plaidoyer, de leur rencontre avec le BIT en Mars 2020 à la publication d'articles faisant état des conditions précaires sur le lieu de travail et l'urgence d'en faire un droit fondamental. Enfin, **Karin Debroey** (ACV-CSC) s'est expliquée sur le statut des

travailleur·euse·s « indépendant » des plateformes comme préoccupation croissante en Europe : l'on dénombre pas moins de 500 plateformes numériques de travail dans l'UE avec 28 millions de travailleur·euse·s indépendant·e·s, dont 5,5 millions d'entre elles·eux sont « mal classé·e·s », c'est-à-dire de faux indépendants.

Cette partie s'est clôturée par l'intervention de **Shahra Razavi** (OIT, Département Protection Sociale). En rappelant les conventions et recommandations clés de l'OIT, elle a souligné l'importance de travailler de concert avec les mouvements sociaux, la société civile, les acteurs économiques et gouvernementaux pour la réalisation de la protection sociale universelle ; en particulier pour prévenir et répondre aux changements transformatifs engendrés par le covid-19 : « Pour que ces transitions soient justes et inclusives, un certain nombre de politiques sont

nécessaires : des normes internationales du travail qui fournissent des lignes directrices, une marge de manœuvre fiscale permettant aux pays d'investir dans leurs propres systèmes et de renforcer leur protection sociale (système d'imposition progressive). Et toutes les voix doivent être entendues et tout le monde doit être à la table des négociations ».

Les participant·es sont sorti·es de cet évènement convaincu·es qu'ils doivent travailler ensemble en tant qu'organisations de la société civile, par-delà les frontières et les continents. La plus-value de travailler en réseau est de globaliser les luttes. La demande pour plus de protection sociale, de respect des droits du travail et de l'environnement est plus pertinente si elle est faite globalement. INSP!R utilise la force de cette diversité pour adresser ses demandes aux différents acteurs politiques que chaque membre peut atteindre.

Dès 2008, et dans le cadre de leurs efforts pour réaliser « l'Agenda pour le travail décent » de l'OIT, WSM (l'ONG du Mouvement ouvrier chrétien belge) et ses organisations partenaires en Afrique, en Asie et en Amérique latine ont commencé à mettre en œuvre une véritable stratégie de mise en réseau autour d'une vision partagée du droit à la protection sociale. Avec le soutien actif du reste du Mouvement Ouvrier Chrétien en Belgique, et en particulier de la Confédération des syndicats chrétiens (ACV-CSC) et des Mutualités chrétiennes (CM-MC), ce réseau s'est développé au fil du temps pour devenir un véritable réseau thématique, multi-acteurs, regroupant plus de 100 mouvements sociaux sur 4 continents. En 2020, ce réseau a été rebaptisé INSP!R.

INSP!R est constitué d'un large groupe de mouvements sociaux que sont les syndicats, organisations de santé mutuelle, coopératives, organisations de femmes, mouvements de jeunesse,

organisations de personnes âgées et mouvements d'agriculteurs, etc. qui se mobilisent au quotidien. Son travail de pionnier, ancré localement et fournissant des services de protection sociale à ses membres, lui donne une crédibilité et une légitimité pour plaider plus fortement en faveur de la protection sociale universelle. Sa demande pour plus de protection sociale, s'ancre dans des besoins mais surtout des droits humains des populations... Pour cela, il faut des investissements massifs et la mobilisation de moyens financiers, en ce compris ceux apportés par la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. Plus qu'une charge, la protection sociale est abordable financièrement.

INSP!R a produit en 2021 un document de vision, qui contient des expériences diverses de ses membres ainsi que les fondements du plaidoyer clamé par le réseau et portés auprès des instances politiques nationales (plus de 25 pays), continentales et internationales.